



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 16 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SICOGAZ SA**

Tour Franklin  
100 Terrasse Boieldieu  
92800 Puteaux

**Références : SRNT-2026-0100**

**Code AIOT : 0006302985**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SICOGAZ SA implanté ZA du Gats 72350 Brûlon. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle s'inscrit dans le cadre d'une action régionale spécifique visant à contrôler sur les établissements seveso les thématiques suivantes :

- l'état des matières stockées à destination des services de secours et pour l'information de la population ;
- la mise en œuvre des moyens pour les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.

La présente inspection a également permis de faire un point de situation sur deux éléments dont a eu connaissance l'inspection, à savoir :

- un projet de mise en place de panneaux photovoltaïques sur l'établissement ;
- un incendie des groupes motopompes survenu en 2025, suite à une perte d'utilité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICOGAZ SA
- ZA du Gats 72350 Brûlon
- Code AIOT : 0006302985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SICOGAZ exploite sur la commune de Brûlon une installation de stockage de gaz inflammable liquéfié et de chargement/déchargement de camion-citernes, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 août 2004. L'établissement est classé seveso seuil bas.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 1
- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	État des matières stockées spécifique – Information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	30 jours
6	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
12	Perte d'utilité électrique – Articles 56 et 64	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 56 et 64	Demande d'action corrective	30 jours
14	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
15	Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	État des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
3	État des matières stockées-dispositions spécifiques – En cas d'incident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
5	État des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
7	État des matières stockées spécifiques – Intégration au POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
8	POI – Intégration des méthodes pour la remise en état	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
9	POI – Intégration des premiers moyens de prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
10	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 29	Sans objet
11	Situation incidentelle sur le site	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet
13	Prévention des accidents sur les unités de transport	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au présent contrôle il est constaté les éléments suivants :

- **État des matières stockées :** L'exploitant a mis en place un état des matières stockées permettant de répondre aux objectifs poursuivis par les prescriptions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Il est formulé des observations à titre d'axe d'amélioration. La première concerne la sollicitation du SDIS afin de déterminer avec celui-ci sous quelle forme il souhaite disposer de l'état des matières stockées en cas d'accident ou d'incident (par voie électronique, ou par une version papier directement accessible sur le site). Le second point concerne la possibilité d'avoir une information synthétique sur un onglet, notamment pour l'information du public.
- **Prélèvements environnementaux :** Il ressort de l'analyse des dispositions opposables à l'exploitant que celui-ci entre dans le champ d'application d'un guide spécifique élaboré par la profession et reconnu par le ministère de l'environnement. Il en résulte que celui-ci n'est pas concerné par la mise en œuvre de moyens pour les premiers prélèvements environnementaux.
- **Mise en place de panneaux photovoltaïques :** La mise en place de panneaux photovoltaïques sur l'établissement n'était pas effective le jour de l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que compte tenu des éléments transmis dans le cadre du permis de construire, celui-ci devra procéder à un porter à connaissance dans les conditions prévues à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et suivant les modalités de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Une attention particulière doit être portée sur les éventuelles conséquences sur l'étude de dangers du site.
- **Incident lié à la perte d'utilité :** Il ressort que la faible capacité de secours électriques des dispositifs de sécurité de l'établissement a entraîné le déclenchement des moyens de défense contre l'incendie de l'établissement par mesure de prévention. Le premier groupe motopompe de l'établissement a défailli rapidement entraînant le déclenchement du groupe de secours. L'absence d'intervention rapide d'un technicien pour arrêter le groupe motopompe a entraîné la vidange de la réserve, la perte du refroidissement du second groupe motopompe et a in fine conduit à un départ d'incendie. L'exploitant a engagé des actions correctives et a notamment procédé à la mise en place d'onduleurs de plus fortes capacités (10 heures vs. 15 min). Ces mesures devraient permettre en cas de perte d'utilité, dans le futur, d'éviter de déclencher les groupes motopompes avant qu'une personne n'intervienne sur site pour mettre en place des mesures compensatoires.
- **Perte d'utilités :** Il est nécessaire d'intégrer l'ensemble des éléments relatifs à la perte d'utilités dans une procédure dédiée tel que prévu à l'article 56. Cette procédure doit veiller à détailler l'ensemble des actions engagées et surtout indiquer les actions durant la phase de secours par l'onduleur et au-delà de la phase de secours de l'onduleur.
- **Capacités de refroidissement :** Des observations sont formulées sur le contenu de l'article 4.2.3. de l'arrêté préfectoral de l'établissement. Le débit de refroidissement des aires de chargement et de déchargement apparaît beaucoup plus élevé que ce qui était prévu dans l'étude de dangers et n'est pas cohérent avec un fonctionnement en simultané des trois canons.

- **Autres points :** Des observations sont formulées sur les installations électriques et les installations de protection contre la foudre.

**Les points faisant l'objet de demandes spécifiques comportent un délai de trente jours. Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans ce délai, un échéancier de mise en conformité.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées – Général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>État des matières stockées.</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées avec suivi quotidien en fonction des opérations de chargement et de déchargement réalisé sur le site. L'état des matières stockées est confondu avec ceux prévus à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Les autres alinéas n'ont pas été vérifiés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : État des matières stockées-dispositions spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périmètre d'application
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>

L'établissement est classé seveso seuil bas et est soumis aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : État des matières stockées-dispositions spécifiques – En cas d'incident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des matières stockées destiné à la gestion d'une situation accidentelle. Seuls deux matières sont présentes sur le site. Celle-ci sont toutes les deux classées dangereuses.

L'état des stocks est complété à la fin de chaque journée afin de présenter les quantités de matières présentes et permet un suivi temporel. Les mentions de dangers sont présentes sur le document pour chacune des deux matières. Compte tenu du faible nombre de typologies différentes de matières, l'état des stocks est jugé pertinent pour la gestion d'un sinistre.

Toutefois, le document présente un suivi temporel, plusieurs lignes par jour et un onglet par mois. Pour une lecture rapide par les services de secours et l'administration en cas d'incident ou d'accident, il est demandé de regrouper sur un seul onglet, par exemple le plan général, les quantités présentes des deux matières dangereuses le jour de l'édition et les mentions de dangers associées. Ceci permettra d'obtenir directement l'information souhaitée.

Le plan du document était présent lors de l'inspection sur site. Le plan n'était pas lisible dans la version transmise par courriel.

L'opérateur procède à une mise à jour quotidienne du document qui est transmis sur les boîtes électroniques des différents cadres de l'établissement. En l'état le moyen de transmission du document par voie électronique à l'administration en cas d'incendie est jugé suffisant. Pour ce qui

concerne le SDIS, il convient que l'exploitant se rapproche des services concernés afin de connaître la façon dont ils veulent en disposer.

**Dans l'attente, il convient de tenir à disposition du SDIS une version papier qui pourra leur être remise à l'arrivée sur site en complément de la voie électronique (édition de la page résumée simplifier).**

**Ce point est indiqué comme conforme, le document permettant de répondre à l'objectif.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans l'attente de l'obtention de l'avis du SDIS sur la méthodologie pour la transmission de l'état des stocks, il convient de tenir à disposition sur site une version papier de l'état des stocks imprimé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : État des matières stockées spécifique – Information de la population**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Information de la population

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

[...]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

**Constats :**

Il n'est pas élaboré un état des matières stockées spécifique pour la population. Suite à l'inspection, il est considéré qu'il ne sera pas possible de transmettre le document intégral pour informer la population. La présence de plusieurs lignes par jour et de plusieurs onglets par mois, et des numéros d'immatriculation en empêchera la diffusion.

Il est nécessaire d'intégrer une synthèse, notamment, par exemple, dans l'onglet avec le plan général comme évoqué précédemment. Cela permettra une impression et une diffusion rapide le cas échéant de l'information souhaitée. Les deux documents pourront être confondus (50-1 et 50-2) du fait de la configuration simple de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 5 : État des matières stockées-dispositions spécifiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour de façon hebdomadaire par l'opérateur présent sur le site. Un plan des zones avec les deux stockages du site est présent. À noter que le plan n'était pas lisible dans la version transmise par courriel.</p> <p>L'état des matières stockées est transmis par voie électronique par plusieurs personnes distinctes susceptibles d'intervenir sur le site.</p> <p>Le recalage consiste uniquement à un calcul entre les conditions physico-chimiques et le jaugeur du réservoir, qui est comparé à l'évolution des entrées et des sorties par pesage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Concernant la disponibilité de l'état de matières stockées une demande spécifique a été formulée, pour que l'exploitant sollicite le SDIS sur la mise à disposition de l'état des matières stockées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est classé seveso seuil bas. La dernière version du plan d'opération interne dont dispose l'inspection date du 12/08/2025. Lors de l'inspection, l'exploitant présente un exercice en novembre 2022.</p> <p>Il est rappelé que la fréquence minimale de test du plan d'opération interne est de 3 ans pour un établissement seveso seuil bas. Cette fréquence minimale est dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Une non-conformité sur le respect de la fréquence est indiquée.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de procéder à un nouvel exercice POI sur son établissement avec ou sans l'intervention des services de secours dans le but de tester les différents scénarios et son organisation interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : État des matières stockées spécifiques – Intégration au POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks et POI
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
<b>Constats :</b>
La dernière version du plan d'opération interne intègre les éléments permettant d'accéder à l'état des matières stockées. Ces éléments sont repris au point 3.1 du plan d'opération interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : POI – Intégration des méthodes pour la remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens et méthodes de remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p><b>Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</b></p> <p>[...] – les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. [...]</p> <p><b>Point j de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</b></p> <p>[...] j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté. [...]</p>
<b>Constats :</b>
Le point 3.5 de la version du plan d'opération interne en date d'août 2025 indique les conditions de remise en état du site. L'exploitant a identifié les risques environnementaux en cas d'évènement majeur sur son site (présence de morceaux de métal, incendie et pollution). L'exploitant a identifié une entreprise susceptible d'intervenir. <b>Ce point ne fait pas l'objet d'observation.</b>

N° 9 : POI – Intégration des premiers moyens de prélèvements environnementaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de prélèvements environnementaux

**Prescription contrôlée :**

**Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

**Point i de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014**

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Les installations présentes sur l'établissement et conduisant à un classement Seveso consistent en des activités de stockage de gaz en réservoir fixe et métallique et en des postes de chargement et de déchargement de gaz.

Les installations entrent dans le champ du guide FGL (France Gaz Liquide) N° 534 – Produits de décomposition émis par un incendie, reconnu par la décision de la DGPR du 29/12/23 relative à la reconnaissance d'un guide professionnel en application du point 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Selon ce document, seuls les incendies de bouteilles composites sont susceptibles de faire l'objet

de prélèvements environnementaux. Le site ne comporte pas de stockage en bouteille composite. Le stockage de gaz liquéfié n'est pas concerné dans le cas présent par les prélèvements environnementaux.

**La justification apportée par l'exploitant n'appelle pas d'observation. La composition des fumées de combustion de propane, comme indiquée dans le guide, conduirait principalement à la combustion d'eau, de monoxyde de carbone. Ces substances sont susceptibles de présenter un risque limité pour l'environnement.**

La référence au guide pour exclure les prélèvements environnementaux est repris au point 4 de la version du plan d'opération interne en date du 12 août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Panneaux photovoltaïques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, Implantation de panneaux photovoltaïques

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de la présente section sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture, en façade ou au sol, au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ne sont pas soumis aux exigences de la présente section dès lors qu'une analyse montre qu'ils ne présentent aucun impact notable pour l'installation classée.

Au sens de la présente section, on entend par :

- équipements photovoltaïques existants : les équipements pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet avant le 1er juillet 2016 ;
- équipements photovoltaïques nouveaux : les équipements photovoltaïques ne répondant pas à la définition d'équipements photovoltaïques existants.

**Constats :**

Par transmission en date du 25 juillet 2025, l'inspection a été informée d'un projet d'installation de centrale photovoltaïque à proximité des limites de l'établissement et dans l'enceinte de l'établissement. Cette sollicitation intervenait dans le cadre d'une demande d'avis au titre du permis de construire.

Des éléments présents dans le dossier du permis de construire une étude spécifique montrait que la présence de panneaux photovoltaïques dans l'emprise du site était de nature à modifier les effets de surpression, liés à l'installation classée à autorisation, à l'extérieur des limites de l'établissement.

Il en résulte que la mise en place de panneaux photovoltaïques dans le périmètre de

l'établissement est une modification notable au sens de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Un porter à connaissance spécifique, sur la base de l'article R.181-46 du code de l'environnement, et de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 est donc nécessaire.

Lors de cette demande d'avis, l'inspection des installations classées n'avait pas connaissance de la réalisation d'un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Un courrier spécifique, en date du 11 août 2025, sur la mise en place de panneaux photovoltaïques a été transmis à l'exploitant.

**Lors de l'inspection, il a été constaté que le projet de mise en place de panneaux photovoltaïques n'avait pas été engagé. L'exploitant a indiqué avoir engagé les études nécessaires afin de répondre aux demandes du courrier de l'inspection.**

En l'absence de mise en œuvre du projet, il n'est pas conclu à une non-conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Situation incidentelle sur le site

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incidents et accidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Par courriel en date du 07 avril 2025, l'inspection des installations classées a été informée, au titre de l'article R.512-69 du code de l'environnement, de la survenue d'un incident sur le site SICOGAZ, le 05 avril 2025. Il ressort de l'analyse de cet élément, que l'onduleur permettant le secours électrique des détections présentait une capacité limitée, ce qui a entraîné le déclenchement de la défense contre l'incendie et in fine un incendie au niveau du local des groupes motopompe.

L'exploitant a procédé à une réfection du local des groupes motopompes et à la mise en place d'un onduleur de plus forte capacité permettant de palier la perte de l'alimentation électrique et le cas échéant d'engager des actions spécifiques.

Ce point est détaillé en annexe confidentielle.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Perte d'utilité électrique – Articles 56 et 64**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 56 et 64
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 56 – Utilités</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p> <p><b>Article 64 – Équipements à l'arrêt</b></p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des éléments constatés lors de l'inspection, il ressort que l'exploitant doit compléter la procédure prévue à l'article 56 alinéa 2 afin de disposer d'une procédure spécifique. L'ensemble des éléments est repris en annexe confidentielle.</p> <p>Ce point est détaillé en annexe confidentielle.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, à défaut de mettre en place, la procédure décrivant les conditions durant lesquelles sont mises en sécurité les installations en cas de perte des utilités électriques (au-delà de ce qui est déjà prévu dans le manuel d'astreinte). L'objectif est d'avoir un document unifié.</p> <p>Il est nécessaire d'y décrire les conditions de mise en sécurité du site et les différentes actions engagées en cas de perte de l'alimentation électrique (fermetures des vannes, du clapet de fond, secours des détecteurs, modalités d'alerte) et ce pendant la période de secours de 10 heures par l'onduleur et après cette période des secours (mesures compensatoires). Cette procédure pourra inclure les éléments prévus à l'article 64 relatifs à la liste des équipements et leur statut en cas de perte de l'alimentation électrique.</p> <p>Il est nécessaire d'y intégrer également les conditions de maintenances et de vérification des matériels de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 13 : Prévention des accidents sur les unités de transport

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Arrosage des véhicules
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>4.2.2. – Moyens de lutte</b> [...]</p> <p>4.2.2.2. Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend 2 groupes motopompe de 120 m<sup>3</sup>/h chacun, dont un en secours. Les groupes prélèvent l'eau dans une citerne de 260 m<sup>3</sup>, alimentée par le réseau d'eau communal. La citerne doit être équipée des moyens permettant le branchement des équipements des pompiers.</p> <p>Une réserve d'eau de 240 m<sup>3</sup> est réservée à l'usage des services d'incendie et de secours. Elle doit se trouver hors de la zone de dangers (260 m) sans être éloignée au plus de 400 mètres du site. Elle est accessible aux engins des pompiers et équipée de manière à permettre la mise en œuvre rapide des moyens d'intervention.</p> <p>Les équipements des réserves d'eau sont réquisitionnés par le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Des mesures complémentaires peuvent être étudiées et mises en place en accord avec ce service lors de la rédaction du POI (Plan d'Opération Interne). [...]</p> <p><b>4.2.3 – Prévention des accidents sur les unités de transport.</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des camions sont équipés de dispositifs d'arrosage des véhicules permettant d'assurer un débit de 10 l/m<sup>2</sup>/mn pendant 2 heures, soit 115 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des éléments constatés en inspection, il existe une incohérence sur le débit prévu par l'arrêté</p>

préfectoral sur les postes de chargements et de déchargement et ce qui était prévu dans le dossier de demande d'autorisation. Il est demandé à l'exploitant d'investiguer ce point. Dans l'attente de précisions, la prescription est indiquée comme inadaptée sur le débit de 115 m<sup>3</sup>/h. À noter que lors de l'inspection, les canons ont été testés et étaient fonctionnels.  
**Ce point est détaillé en annexe confidentielle.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant :

- d'indiquer la configuration majorante susceptible de se produire au niveau du poste de chargement et de déchargement, notamment sur la surface maximale de la ou des citernes à refroidir ;
- de justifier que le débit des deux canons AKRON positionnés au niveau des postes de chargement et de déchargement permet effectivement d'atteindre un débit surfacique égal à 10 l/m<sup>2</sup>/minutes pour la surface maximale à refroidir susceptible d'être présentée ; Il devra être tenu compte d'éventuelles évolutions sur la taille des camions intervenues depuis 2004 ;
- de justifier que le débit d'eau incendie de la pomperie est suffisant dans le cas où les trois canons sont en fonctionnement simultané ;
- d'indiquer les réglages (débit) des différents canons.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail. Le contrôle a été réalisé le 07 janvier 2026. Le rapport fait apparaître deux observations. L'une concerne le bloc d'éclairage et la seconde la télécommande du local GMP.

L'exploitant réalise également des contrôles par thermographie infrarouge de ses installations électriques. Le dernier contrôle a été réalisé le 22 janvier 2026. Le document est vierge d'observation.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
— Transmettre les éléments permettant de justifier de la levée des non-conformités des installations électriques dans un délai en adéquation avec les enjeux liés aux observations formulées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 15 : Vérification des installations de protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complet des installations de protection contre la foudre en date du 05 février 2026. Quatre observations sont présentes dans le document. La première concerne les modalités d'implantation du parafoudre (respect de la distance maximale de 50 cm). Cette observation est récurrente, l'exploitant indiquant rencontrer des divergences d'interprétation du texte normatif avec le contrôleur.  Les trois autres non-conformités concernent l'absence de parafoudre. Suite à la réfection du local GMP, les parafoudres n'ont pas été mis en place. L'exploitant indique qu'une action spécifique sur ce point est prévue.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite à la présente inspection, il est demandé à l'exploitant de transmettre un échéancier de mise en conformité, ou de justifier de la réalisation des travaux concernant la bonne mise en place des parafoudres (observations 2 à 3).  Concernant la distance d'implantation du parafoudre objet de l'observation récurrente, il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire de contrôle, afin d'étudier les solutions qui pourraient permettre de respecter ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours